

# **Epidémie Covid-18 – Comment gérer une économie de guerre ? Quelle union sacrée ?**

vendredi 20 mars 2020, par [BATIFOULIER Philippe](#), [DA SILVA Nicolas](#), [VAHABI Mehrdad](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2020).

**Le basculement vers une « économie de guerre » semble une nécessité face aux conséquences sanitaires et économiques du Covid-19. Philippe Batifoulier, Nicolas Da Silva et Mehrdad Vahabi - du Centre de recherche en économie de l'Université Paris-Nord - analysent pourquoi il faut cependant se « méfier de l'étatisation et de l'union sacrée qui sont un danger pour la démocratie. »**

Sommaire

- [Hésitation à basculer dans \(...\)](#)
- [L'économie de guerre au \(...\)](#)
- [Le danger de l'union sacrée](#)

La crise du Covid-19 plonge notre société dans une économie de guerre. Une économie de guerre n'est pas nécessairement une économie avec de la guerre. La guerre est un motif justifiant un basculement brutal du fonctionnement de la société. C'est ce type de changement que nous allons vivre dans les prochains jours du fait de la pandémie.

## **Hésitation à basculer dans l'économie de guerre**

Pour lutter contre une menace vitale (ennemi militaire ou, ici, sanitaire), l'économie de guerre implique la gestion administrative et centralisée de l'économie. Alors que les prix sont le levier principal d'allocation des ressources et de coordination au sein d'une économie de marché, l'économie de guerre s'appuie sur les nationalisations et le commandement. Le rationnement et l'emploi de mesures quantitatives de gestion des ressources sont souvent utilisés dans une économie marquée par la pénurie et l'inflation. L'autorité centrale doit assurer à la société les moyens de sa subsistance. De ce fait elle s'entend face à l'activité privée décentralisée. Elle peut prendre le contrôle de la politique monétaire, des prix et de la production des biens indispensables à la survie collective. Elle peut également décider de réaffecter la force de travail et de limiter des libertés publiques. La vitesse et l'ampleur à laquelle ces décisions deviennent indispensables dépendent du niveau de la menace et de la gravité de la crise en termes de capacités de production et de stocks disponibles. Dans les cas où la transition entre l'économie de marché et l'économie de guerre n'est pas rapide, alors les défaillances de marché vont s'exacerber. L'augmentation de la demande pour les biens et services vitaux déclenche des pénuries et une forte inflation. Les ressources se répartissent selon la capacité à payer et non en fonction des nécessités de guerre. La panique s'installe avec des comportements rationnels individuellement mais tragiques collectivement. Ces phénomènes sont d'autant plus aigus que l'information disponible est rare et douteuse. Il faut souligner le fait que la notion d'économie de guerre a trouvé un nouveau sens depuis l'avènement

des guerres totales (la guerre Franco-Prusse et, surtout, les deux guerres mondiales). Si historiquement la guerre est le « sport des rois » et ne concerne que les militaires, dans les guerres totales la société est entièrement mobilisée pour servir l'Etat et la guerre. Cela engendre l'absence de séparation entre le civil et le militaire.

Les transformations liées à l'économie de guerre peuvent paraître complètement légitimes pour limiter les contaminations au Covid-19, la saturation des services de santé, les malades et les morts. Sans même parler de la souffrance des soignants et de la dépression économique.

Comment explique-t-on alors toutes les défaillances dans la gestion de la crise en France ?

Les fautes politiques et économiques dans la gestion de la crise proviennent de l'hésitation du gouvernement à basculer dans l'économie de guerre.

On pourrait spéculer sur les causes de cette hésitation (sous-estimation des risques, mépris des expériences étrangères, habitus managérial néolibéral, courtermisme politicien, incompétence, etc.), on souhaite ici simplement illustrer le phénomène. En refusant de procéder à la nationalisation des grandes entreprises influant dans la gestion du risque sanitaire (comme par exemple l'industrie pharmaceutique, les hôpitaux, etc.) et d'administrer l'allocation et la production des ressources, le pays s'est rapidement retrouvé en pénurie de matériels essentiels (masques protecteurs et gel hydroalcoolique d'abord, lits d'hôpital équipés d'assistance aspiratoire bientôt). Le rationnement n'a pas été décrété ce qui a causé entre autres phénomènes l'inflation du prix des masques et leur mauvaise allocation. Les professionnels du système de santé auraient probablement dû être privilégiés et la vente libre en pharmacie interdite. La production n'a pas été réorientée rapidement pour faire face à la pénurie. Par exemple, on apprenait seulement le 15 mars que certaines usines de LVMH allaient substituer la production de parfum de luxe par celle de gel hydroalcoolique[1], a priori sur l'initiative non du gouvernement mais de leur propriétaire. Beaucoup de personnes, dont le ministre de l'économie Bruno Le Maire, ont dénoncé la panique et le comportement irrationnel de certains ménages se jetant sur quelques produits de consommation spécifiques (papier toilette, pâtes, essence, etc.). Mais, une fois que la ministre de la santé, Agnès Buzyn a annoncé le 20 janvier[2] que le « risque d'importation depuis Wuhan est quasi nul », comment croire Bruno Le Maire le 15 mars lorsqu'il expliquait qu'il « n'y aura pas de pénurie si chacun adopte des comportements responsables »[3]. Inversement, lorsque le président de la république écrit le 11 mars que « nous ne renoncerons à rien. [...] Surtout pas aux terrasses, aux salles de concert, aux fêtes de soir d'été. »[4], comment reprocher quelques jours plus tard le non-respect des mesures de sécurité en voyant des personnes profiter des terrasses et du beau temps ? Sans parler du maintien du premier tour des élections municipales.

Toutes ces erreurs proviennent de l'incapacité du gouvernement à adopter une lecture lucide de la situation et à basculer dans l'économie de guerre. Elles sont d'autant plus graves que le gouvernement disposait, contrairement au reste de la population, des informations précises sur le cas français et des retours d'expérience de Chine, de Taïwan, et d'Italie[5].

## **L'économie de guerre au risque de l'étatisation**

En France comme ailleurs, la crise qui s'ouvre est d'une ampleur considérable et de ne se résoudra pas du jour au lendemain. Il faut rappeler les faits fondamentaux : la production va ralentir de façon très rapide dans différents secteurs (transports, restauration, hôtellerie, culture, loisir, industrie, enseignement etc.). Il faut s'attendre à une contraction du PIB inégalée depuis 1929, supérieure à celle de 2009 (- 2,9% en France). Une grande partie de la population sera mise au chômage partiel et les indépendants (surtout les travailleurs ubérisés) vont voir leur activité et leur revenu se réduire

drastiquement. A cela s'ajoute la crise financière. Pour ne prendre que cet exemple le CAC 40 a perdu près de 30% en un mois d'un mois. Les banques centrales ont commencé (en fait continué) à distribuer des quantités stratosphériques de monnaie pour soutenir le secteur financier (ou elles ont pour projet de le faire).

Cependant, dans la mesure où la production va ralentir brusquement pendant une période significative, quelle que soit la politique monétaire, soit cela sera insuffisant pour rétablir la « confiance » des acteurs financiers, soit le risque principal deviendra celui de l'inflation massive. Il suffit d'imaginer ce que vaudront les euros distribués si en face de cette monnaie la production de biens et services n'est pas au rendez-vous. Cela renforce l'importance de gérer au mieux les stocks.

Le gouvernement Français a prévu de faciliter le recours au chômage partiel, de reculer les échéances fiscales et sociales, de repousser le versement des loyers, des factures d'eau et de gaz, etc. Lors de son allocution du 16 mars, Emmanuel Macron a déclaré qu'aucune entreprise ne risquerait la faillite et qu'un fond de garantie de 300 milliards d'euros sera constitué pour cela. En fonction de la durée de la crise il faudra certainement reprendre la main sur la politique monétaire et contrôler les prix. Même sur l'hypothèse d'un confinement court (15 à 30 jours), les effets seront très importants et le poids de l'Etat dans l'économie va s'accroître de manière significative. Toutes ces décisions sont nécessaires, mais il faut s'interroger sur la modalité de centralisation.

Si la centralisation des décisions économiques et politiques peut aisément se justifier, ne faut-il pas craindre que la centralisation soit réalisée sous la forme d'une étatisation ?

Pour le dire autrement, en quoi l'étatisation est un problème ? Tout simplement parce que c'est l'Etat qui est à l'origine de la crise actuelle. C'est l'Etat qui a détruit le système de santé au service du secteur marchand, c'est lui qui a détruit les institutions de la démocratie sociale (que l'on pense aux élections à la sécurité sociale et à la marginalisation des syndicats, par exemple). Pour aller au-delà du champ de la santé, c'est l'Etat qui a construit les institutions de la financiarisation, c'est lui qui a asséché le monde la recherche, c'est lui qui détruit les libertés publiques, c'est lui qui a réprimé, violenté et enfermé les gilets jaunes, les syndicalistes et autres contestataires politiques qui ne cessent d'avertir sur les effets destructeurs des politiques économiques depuis au moins 40 ans. La crise du Covid-19 ne doit pas annihiler la critique de l'Etat. Pourquoi accepter aujourd'hui la protection de celui qui est en fait le prédateur ?

L'un des effets majeurs de l'économie de guerre est l'effet cliquet : certains changements pensés pour être temporaires s'institutionnalisent une fois que la guerre est finie. Quelles sont les garanties que l'Etat reviendra sur les mesures liberticides qu'il est sur le point de prendre ? La tendance à vouloir copier le modèle chinois oublie qu'il repose aussi sur un contrôle invasif des comportements et des données de santé. En Italie, pour limiter la propagation du virus, les déplacements sont contrôlés à partir des smartphones[6]. L'appareillage répressif des Etats s'étend sans contrepouvoir.

La critique de l'Etat ne se réduit pas à la critique des gouvernements actuels en France ou ailleurs. Il faut mentionner l'absence complète de coordination des Etats au niveau européen et mondial, malgré les avertissements répétés de l'Organisation mondiale de la santé. Chaque pays a adopté une politique de contrôle et de fermeture des frontières différente, augmentant ainsi le degré de désorganisation des sociétés face à la pandémie. La tension monte encore d'un cran actuellement entre la Chine et les Etats-Unis : la Chine accuse les Etats-Unis d'avoir apporté le virus sur son territoire et le président Donald Trump qualifie le Covid-19 de « virus chinois »[7]. Dernier exemple parmi une multitude d'autres, le président serbe a expliqué qu'aucune solidarité n'existait dans l'Union Européenne et que seule la Chine était en mesure d'aider son pays dans la crise[8]. Les rivalités étatiques s'aiguisent ce qui doit inviter à la réflexion.

Contre l'étatisation, il est possible de choisir la socialisation - au sens de la démocratisation non seulement des outils de production mais aussi des procédures de décisions dans la vie économique et politique. La socialisation est une garantie contre les abus de pouvoir dont les Etats sont coutumiers. Une des grandes mythologies politique consiste à dire que la démocratie est incompatible avec la centralisation de la décision et l'efficacité économique. Le terrible spectacle auquel nous sommes contraints d'assister démontre qu'un état autoritaire est loin d'être une solution viable.

### Le danger de l'union sacrée

N'est-il pas tentant d'accéder, au moins temporairement, aux vœux naissants « d'union sacrée » dans une période de guerre ?

Si cette crise doit être l'occasion de réfléchir sur l'Etat, il faut souligner que la pire des réactions serait celle qui consisterait à promouvoir « l'union sacrée ». Pour faire face au malheur en situation de crise, l'union sacrée est censée estomper les différences entre les membres de la patrie. Le malheur est conçu comme un évènement frappant de façon aléatoire la population. Nous serions tous concernés, à égalité. L'union sacrée serait utile face à la maladie. En effet, qu'y a-t-il de plus universel et donc de plus unificateur que le risque de mort devant la maladie ?

Ce raisonnement oublie d'abord que, contrairement à la croyance populaire, la maladie choisit ses victimes. Si nous n'avons évidemment pas de données concernant la situation actuelle, les études démontrent que ce sont statistiquement toujours les plus pauvres qui souffrent le plus des problèmes de santé. La maladie n'est pas aveugle. L'Etat non plus : alors que les plus pauvres sont les plus malades notre système de santé est plus couvrant pour les plus riches qui ont les assurances santé les plus protectrices. Les inégalités sociales et les inégalités de santé se cumulent.

Dans la crise actuelle, de nombreuses personnes sont scandalisées par le fait que des personnalités publiques à peine malade (ministres, députés, joueurs de football, etc.) aient accès au dépistage plutôt que les « simples » citoyens pourtant ayant des symptômes graves. Lorsqu'arrivera, du fait de la massification de l'épidémie, le moment de séparer les malades que l'on peut traiter de ceux que l'on décidera de laisser à leur sort, qui s'imagine que les choix se feront indépendamment de critères de milieux sociaux ? L'union sacrée se heurte nécessairement à des questions sociales.

Comment imaginer une union sacrée sur la question de l'organisation du système de santé et l'organisation économique ? Dans une économie de guerre, il faudra choisir les modalités exactes, par exemple, de sauvetage des multinationales. Faudra-t-il les nationaliser, les socialiser, les refinancer gracieusement ? En 2008 les Etats ont épongé massivement les pertes des banques sans la moindre contrepartie - au prix de l'austérité pour les milieux populaires et les services publics (notamment les systèmes publics de santé). L'intérêt de la socialisation plutôt que de la nationalisation est de mobiliser des procédures démocratiques permettant de résoudre les conflits sociaux.

L'économie de guerre est très certainement une nécessité face aux conséquences sanitaires et économiques du Covid-19. Il faut cependant se méfier de l'étatisation et de l'union sacrée qui sont un danger pour la démocratie dans leur tendance séculaire à invisibiliser la conflictualité sociale.

**Philippe Batifoulier**, Centre de recherche en économie de l'Université Paris-Nord ;

**Nicolas Da Silva**, Centre de recherche en économie de l'Université Paris-Nord ;

**Mehrdad Vahabi**, Centre de recherche en économie de l'Université Paris-Nord.

*Notes*

[1]  
<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/virus-lvmh-va-fabriquer-du-gel-hydroalcoolique-pour-le-donner-aux-hopitaux-20200315>

[2]  
<https://www.20minutes.fr/sante/2741147-20200316-coronavirus-agnes-buzyn-affirme-risque-propagation-tres-faible-france>

[3]  
<https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/bruno-le-maire-il-n-y-aura-pas-de-penurie-si-chacun-adopte-des-comportements-responsables-1230313.html>

[4] <https://twitter.com/emmanuelmacron/status/1237814127562756097>

[5]  
[https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/17/entre-campagne-municipale-et-crise-du-coronavirus-le-chemin-de-croix-d-agnes-buzyn\\_6033395\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/17/entre-campagne-municipale-et-crise-du-coronavirus-le-chemin-de-croix-d-agnes-buzyn_6033395_823448.html)

[6]  
[https://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/en-lombardie-les-deplacements-des-italiens-controles-via-leur-smartphone\\_2121245.html](https://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/en-lombardie-les-deplacements-des-italiens-controles-via-leur-smartphone_2121245.html)

[7]  
<https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/le-ton-monte-entre-pekkin-et-washington-malgre-l-a-pandemie-de-coronavirus-6784032>

[8]  
<https://www.valeursactuelles.com/politique/coronavirus-les-mots-tres-durs-du-president-serbe-contre-lue-117129>

---

## **P.-S.**

• LE BLOG DE LES INVITÉS DE MEDIAPART. 19 MARS 2020 :  
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/190320/comment-gerer-une-economie-de-guerre-quelle-union-sacree>

• Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.